Le Numéro : 0.50 Vendredi 20 Août 1937 N° 64

C★E★R★M★T★R★I
FONDS
LEVY-PRUDHOMMEAUX

La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IVe Internationale

Faillite du Pacifisme

Guerre en Chine Guerre en Espagne

La lutte de classes, seul moyen de lutte contre la guerre impérialiste

En 1914, Poincaré déclara que « la mobilisation n'était pas la guerre ». Aujourd'hui, les diplomates nous apprennent que les hostilités en Espagne et en Chine, ce n'est pas la guerre !

Nous avons dit sur l'Espagne : la guerre civile s'est transformée en guerre impérialiste. C'est une lutte entre nations pour s'assurer des positions stratégiques sur les routes mondiales vers les pays coloniaux ou semi-coloniaux.

Pendant qu'à un bout de l'Europe on se battait pour la maîtrise des routes d'Extrême-Orient notamment, à l'autre bout de l'Asie, le Japon profite des difficultés en Europe pour étendre son influence plus largement sur l'immense marché chinois. Il était plus près. Il n'a pas de si longues routes à assurer.

Cette conquête de la Chine méthodiquement menée et dont l'épisode le plus illustre fut la création de l'Etat du Man-Chou-Kuo, aboutit aujourd'hui aux canonnades de Shanghaï qui achèvent surtout de pulvériser toutes les illusions pacifistes, tous les mensonges de la S.D.N., etc...

La guerre fuse de toutes parts, les combinaisons diplomatiques sombrent plus vite qu'elles ne sont élaborées.

⁂

Que doit faire le prolétariat ? Ils doivent combattre les impérialismes, mais comment peuvent-ils le faire ? Comment les travailleurs chinois peuvent-ils se défendre et comment peut-on les aider ?

En Chine se réalise « l'union sacrée ». Les Stalinistes y participent. Ils font le Front populaire qui, là-bas, s'appelle le « Front de tout le monde », autour du Kuo-Min-Tang et de son dirigeant Chan-Kaï-Chek qui, en 1927, saigna les travailleurs de Shanghaï, fit assassiner des milliers de révolutionnaires chinois et qui est l'agent de capitalistes chinois et d'impérialismes rivaux du Japon. Ce n'est pas de cette façon que les travailleurs chinois se libéreront ; ils pourront tout au plus se donner d'autres maîtres, ils n'obtiendront du Kuo-Min-Tang que des promesses qui ne seront jamais tenues. Il y avait, paraît-il, des « armées rouges chinoises » ; s'il en était vraiment ainsi, elles devaient lutter contre l'invasion japonaise, en passant, si besoin est, des accords pour l'action avec le Kuo-Min-Tang, mais jamais en se livrant à son entière disposition.

Et sous le couvert de la défense de l'Espagne et de la Chine, les Stalinistes embrigadent les travailleurs au service de la bureaucratie soviétique et des impérialismes alliés. Ceux qui, dans les rangs ouvriers, se refusent à cette capitulation, sont traités d'agents d'Hitler qu'on assassinera à bon escient.

⁂

La lutte contre la guerre ne comporte pas de moyens miraculeux. Dénoncer les budgets, les préparatifs de guerre, l'idéologie chauvine ne sont qu'un des moyens. La lutte contre la guerre, c'est avant tout par la lutte de classe quotidienne quelle se mène. Entre la guerre et la paix, la différence pour l'ouvrier consiste à risquer sa vie d'un coup ou à la donner chaque jour un peu, pour assurer le profit des exploiteurs. C'est en portant atteinte au régime que l'ouvrier agit réellement contre la guerre. C'est en intensifiant la lutte de classes, en organisant la défaite de son impérialisme, en désagrégeant son armée par une action dans les casernes, c'est en préparant la fraternisation des travailleurs de tous pays que la guerre impérialiste pourra être vaincue.

⁂

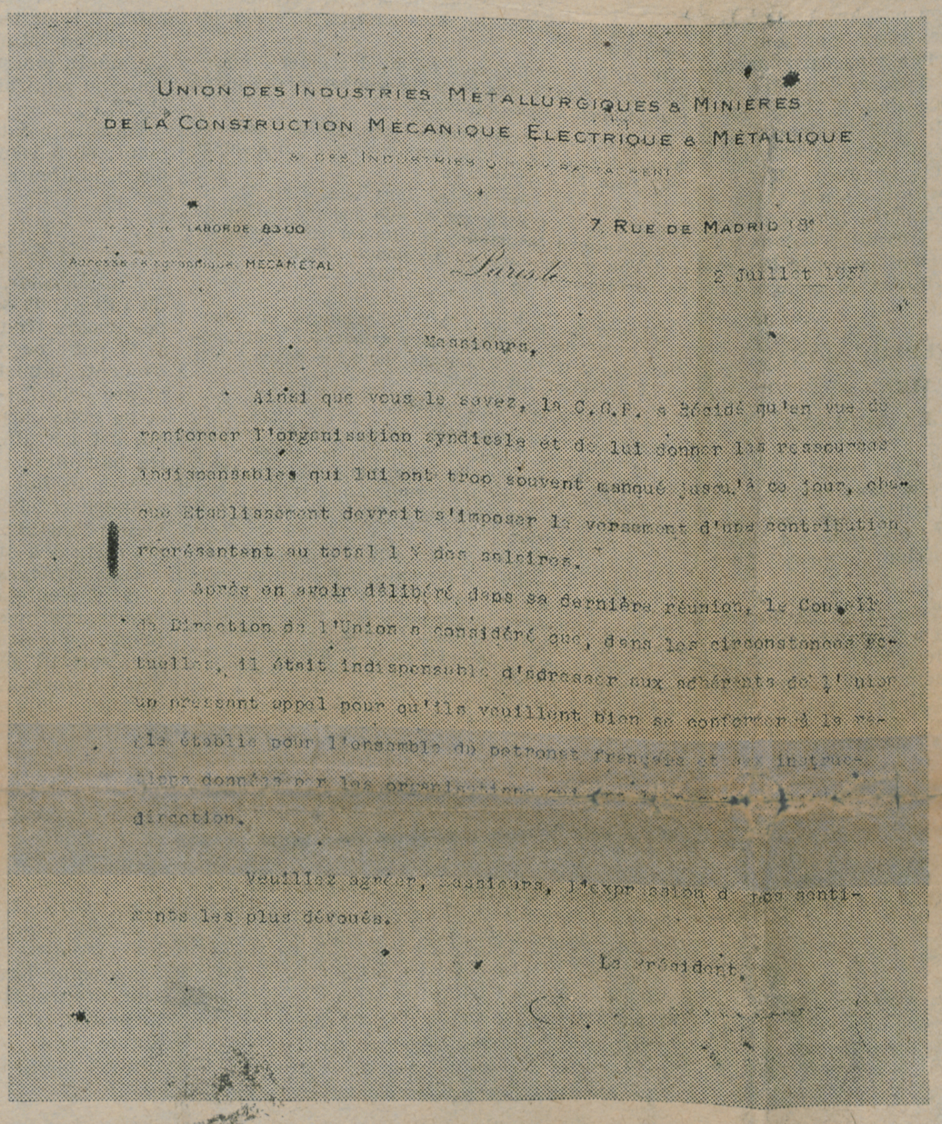
Si le monde capitaliste freine pour ne pas sombrer dans un nouveau carnage mondial, c'est essentiellement parce qu'il craint qu'en sorte la révolution mondiale, parce que le stalinisme ne lui donne, malgré tout, pas assez de certitude quant aux masses travailleuses.

La IIe et la IIIe Internationales sont aujourd'hui unies pour entraîner les masses dans un carnage nouveau pour des intérêts contraires à ceux des travailleurs. Fidèle aux enseignements de Lénine, le Parti Communiste Internationaliste, qui œuvre pour la création de la IVe Internationale, sera à la pointe de l'action révolutionnaire sans laquelle la lutte pour la paix est « une phrase creuse et mensongère », suivant l'expression lapidaire de Lénine.

Quand les exploiteurs pleurent misère...

CONTROLE OUVRIER !

Le patronat qui refuse toute augmentation de salaires, qui crée la vie chère constitue son fonds de combat par un prélèvement de 1 °/° des salaires... Contrôle ouvrier par les Soviets !


Union des Industries Métallurgiques & Minières
de la Construction Mécanique Électrique & Métallique

Laborde 83-00 — 7, Rue de Madrid 8e

Adresse télégraphique MECAMETAL — Paris, le 2 Juillet 1937

Messieurs,

Ainsi que vous le savez, la C.G.P. a décidé qu'en vue de renforcer l'organisation syndicale et de lui donner les ressources indispensables qui lui ont trop souvent manqué jusqu'à ce jour, chaque Établissement devrait s'imposer le versement d'une contribution représentant au total 1 % des salaires.

Après en avoir délibéré dans sa dernière réunion, le Conseil de Direction de l'Union a considéré que, dans les circonstances actuelles, il était indispensable d'adresser aux adhérents de l'Union un pressant appel pour qu'ils veuillent bien se conformer à la règle établie pour l'ensemble du patronat français et aux instructions données par les organisations [illegible] direction.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments les plus dévoués.

Le Président,

Le capitalisme pleure misère... quand il s'agit d'augmenter les salaires. Mais, pour son organisation syndicale, il verse une cotisation égale à 1 % des salaires de ses exploités, comme le montre la circulaire dont nous publions le fac-similé.

Un pour cent ? Si l'on tient compte que pour un salaire moyen de 1.000 fr. par mois, la cotisation syndicale de l'ouvrier est de l'ordre de 4 à 5 francs, il est clair qu'il entre dans les caisses des syndicats patronaux plus du double des sommes qui parviennent à la C.G.T., aux Fédérations, aux Unions départementales et aux Syndicats.

A quoi sert cette somme versée aux syndicats patronaux ? Ils n'ont qu'une infime partie des frais d'administration et de propagande dss syndicats ouvriers. A quoi peut donc servir cette somme sur laquelle la presse bourgeoise fait un silence profond ? Mais tout simplement à stipendier tout ce qui peut porter des coups à la classe ouvrière : journalistes vénaux, syndicats professionnels, jaunes, provocateurs, bandes fascistes, mouchards, etc...

La circulaire que nous publions révèle, non pas le fait, mais l'ampleur des efforts, la quantité de munitions que le capital destine spécifiquement à la lutte contre les travailleurs.

Comment s'opposer à la racine, à ces manœuvres patronales ? Par le CONTROLE OUVRIER.

En organisant leurs CONSEILS D'ENTREPRISES (leurs Soviets), les travailleurs se créeront un instrument qui leur permettra de lutter pour connaître la gestion des entreprises, pour démêler les moyens employés pour les surexploiter, pour s'opposer à l'application de ces moyens.

Les patrons alimentent leur trésor de guerre. Ils n'ont pas compris la « pause » autrement que comme le champ libre pour eux et ils n'ont pas perdu de temps. Contre une telle capacité de lutte, la victoire ne peut s'obtenir avec des pourparlers interminables, mais par la lutte. Par le contrôle ouvrier, par les Soviets, tous les efforts du capital, tout ce qu'il pourra réserver pour abattre les travailleurs ne lui serviront de rien, car la classe ouvrière brisera ses chaînes et empêchera que son travail serve à créer des armes pour la frapper, en expropriant les exploiteurs.

La " pause ", c'est la capitulation devant l'offensive patronale

A BAS L'ARBITRAGE !

Un patron radical bafoue un arbitrage qui ne lui a pas été favorable avec la complicité de la bureaucratie syndicale

Au moment où il fut question pour la première fois de« pause », seule une minorité révolutionnaire dénonça la manœuvre aux travailleurs. On les appelait à cesser toute action, le patronat prendrait cela comme une capitulation et, loin de s'amadouer, engagerait une offensive acharnée pour reprendre ce qu'il avait lâché en juin 1936, et davantage encore.

Mais les révolutionnaires sont en minorité, leurs moyens d'expression sont insignifiants, la calomnie est déversée sur eux sans compter. Notre voix ne toucha pas les oreilles de toute la classe ouvrière, et parmi ceux qui nous entendirent, beaucoup croyaient à une exagération de notre part. Des mouvements se produisirent encore en assez grand nombre, mais la classe ouvrière, dans son ensemble, se laissa prendre à la « pause ». Elle n'était certes pas désarmée ni disloquée, ni inerte, mais elle somnolait. Le patronat en a aussitôt profité.

⁂

Les exemples abondent. Chaque jour en apporte de nouveaux. Mais s'il est une question où les effets de la « pause » sont manifestes, c'est bien celle de l'arbitrage obligatoire, qui n'est que la « pause » érigée en système. On invite l'ouvrier à ne pas combattre, mais à faire valoir ses doléances dans les bureaux ministériels et à se remettre à des sentences de hauts fonctionnaires de la IIIe République pour ce qui a trait à ses conditions de travail. Le recueil de ces sentences constituerait un réquisitoire accablant contre l'arbitrage obligatoire. Un seul exemple nous suffira ici. Ce sont des camarades des Assurances qui nous font parvenir la note suivante qui concerne « le Soleil ». On se souvient que le directeur fasciste de cette Compagnie, un nommé Mazel, a chassé, avec l'aide de Croix-de-Feu, une soixantaine d'employés il y a six mois de cela. L'affaire a traîné plusieurs mois devant arbitres et surarbitres. Voici plusieurs semaines que le surarbitre s'est prononcé pour la réintégration. Qu'en est-il advenu ? Lisez ce que nous écrivent des camarades de l'Assurance :

« Malgré l'arbitrage favorable du maître des Requêtes à la Cour des Comptes, Yvan Martin, arbitrage rendu au temps du Ministère Blum, les révoqués de la Compagnie d'Assurances « Le Soleil » sont toujours sur le sable.

Le ministère défunt avait pourtant prétendu avoir les moyens de faire céder Mazel devant la sentence. Chautemps, « ami » bien connu des ouvriers, a promis aux révoqués de faire respecter la loi. Mais le temps passe et nos camarades ne se font plus beaucoup d'illusion. D'autant plus qu'ils n'ont pas été sans remarquer un petit fait bien significatif.

M. Albert Buisson vient d'être élu sénateur du Puy-de-Dôme avec l'investiture radicale. Ce personnage est bien connu dans l'Assurance puisqu'il est administrateur des Compagnies « Le Soleil ». Chautemps ne peut faire nulle peine même légère au très radical Buisson.

Comprenant bien des choses, nos camarades sont allés trouver M. Yvan Martin pour lui demander l'exéquature de sa sentence. Celui-ci s'est proprement dégonflé et a déclaré ne pouvoir remettre à nos camarades qu'une copie conforme de sa sentence, leur conseillant de la remettre au Greffe du Tribunal.

Mais, là encore, les révoqués ont trouvé visage de bois. A leur grande surprise, ce fonctionnaire a refusé leur dépôt.

Les bonzes des Syndicats font le silence, car le Gouvernement est de Front Populaire. Le régime et ses profiteurs n'en souffrent pas trop. »

Il n'y a pas un mot de cela dans « l'Humanité », « le Populaire » ou « le Peuple ». Il faut ménager le radical Buisson et beaucoup d'autres radicaux qui émargent aux Compagnies d'Assurances, c'est un fait bien connu.

Avouer ces faits, ce serait condamner la pratique suivie à ce jour, ce serait justifier les camarades qui ont combattu avec acharnement l'arbitrage obligatoire, les militants qui, comme notre camarade Binet, fut exclu du Syndicat des Employés du Havre, sur l'ordre de Capocci, parce qu'il commençait à organiser un mouvement dangereux pour l'arbitrage obligatoire.

⁂

Dans toutes les corporations, les travailleurs sont bafoués comme dans l'Assurance. L'exemple est d'ailleurs donné par le grand patron qu'est l'Etat capitaliste. Les fonctionnaires qui avaient été conviés par leurs syndicats à faire la « pause » depuis juin 1936, depuis le triomphe du Front Populaire, sont réduits aujourd'hui à une situation inférieure à celle que leur avait faite Laval. Le Bâtiment recommence à goûter au chômage, etc...

Les directions syndicales, au nom du Front populaire, ont donné le signal de la « pause ». Et aujourd'hui où grandit la fermentation ouvrière, loin de préparer le combat, elles ne songent qu'à trouver des moyens pour l'éviter.

⁂

Mais le combat est inévitable. Si les travailleurs ne le mènent pas, ne l'engagent pas, ils le subiront avec désavantage. La lutte peut, doit se préparer dès maintenant, intensément. Le Parti Communiste Internationaliste répète depuis plusieurs semaines les mots d'ordre qui sont à la base d'une préparation du combat, qui assureront **l'organisation et l'armement :**

Bâtis ton Soviet ! Arme ton Soviet ! Unis les Soviets ! C'est de cette façon que la lutte sera préparée minutieusement par chaque travailleur, que ses modalités ne seront pas déterminées par quelques bonzes traîtres ou incapables, que la coordination des travailleurs de toute catégorie sera assurée.

C'est aussi par ce moyen que la poussée des travailleurs, en chassant les radicaux, en obligeant les Thorez, Jouhaux et Blum, à prendre leurs responsabilités au pouvoir, assurera le contrôle de leur action par les masses et saura empêcher que leurs trahisons — que nous dénonçons par avance — ne fassent le jeu du fascisme, mais amènent ces masses à instaurer le gouvernement des ouvriers et des paysans, le Pouvoir des Soviets !

Après l'Espagne, la France...

Le Guépéou tend ses filets

Ne pouvant nier, *l'Humanité* ne publie pas notre démenti
La presse qui se prétend révolutionnaire continuera-t-elle à faciliter l'œuvre du Guépéou par son silence comme ce fut le cas en Espagne ?

Nous n'avions guère d'illusions lorsque nous avons adressé notre réponse à l'Humanité *sur le cas Pero-Gottlieb, cet agent ou cet instrument à qui le Guépéou fit faire un livre sur Trotsky avant de le faire travailler dans les services du pavillon allemand à l'Exposition. Nous disions : nous vous avons pris la main dans le sac, vous brûlez votre agent, mais trop tard, nous avions éventé la manœuvre. Cette réponse n'a, bien entendu, pas trouvé place dans les colonnes staliniennes. Nous tenterons donc de l'imposer par les moyens légaux, mais sans trop d'espoir.*

Le Guépéou et son rédacteur de l'Humanité *savent fort bien ce qu'ils font. Des calomnies à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, quelle que soit la grossièreté de leur forme, cela porte toujours. Moins de dix mille exemplaires démontrant qu'il s'agit de calomnies... autant en emporte le vent... Tel est le calcul de ces Messieurs.*

Ce qui est plus grave, c'est que la presse dite d'opposition au stalinisme se tait. Nous ne nous étonnerons guère en ce qui concerne le Populaire, *dont nous attendons toujours la dénonciation des attaques contre le P.O.U.M. que nous avait promise Leroux, qui a déjà depuis bien longtemps, à* Monde, *appris à courber l'échine... !* Syndicat *? Ce journal dénonce le stalinisme au nom de la lutte de places...* Le Libertaire *? La candeur naïve de certains permet la duplicité qui a été le signe de toute l'attitude du* Libertaire *dans la lutte des Staliniens contre le P.O.U.M. en Espagne : au début de cette lutte, qui devait aboutir aux assassinats des militants du P.O.U.M.,* le Libertaire *n'a-t-il pas parlé de querelles de politiciens ?...* Le Drapeau Rouge *? La formule de sa rédaction n'est-elle pas : « LE P.C. ESPAGNOL A RAISON ». En ce qui concerne* La Lutte Ouvrière, *il n'est pas besoin d'être pythonisse pour deviner que ses rédacteurs vont en profiter pour verser sur nous quelque nouvelle poubelle...*

⁂

Les leçons des événements d'U.R.S.S. et d'Espagne ne suffisent pas encore. Ce qui s'est passé en Espagne aurait dû pourtant servir. Le P.O.U.M. — sur la politique duquel nous nous sommes constamment délimités — a été chassé du gouvernement et les libertaires et C.N.Tistes acceptèrent d'y participer quand même. Puis le complot contre le P.O.U.M. a redoublé, le P.O.U.M. est devenu, dans la presse stalinienne, « la cinquième colonne de Franco ». Un document est apparu..., le document « N », un faux vulgaire..., les militants du P.O.U.M. ont été arrêtés, on a garanti à quelques bavards un procès régulier, ils sont allés partout le claironnant, au même moment, les « démocrates » staliniens assassinaient les militants du P.O.U.M. dont Andrès Nin.

Ces assassinats acceptés, les Staliniens sont passés à la répression contre la C.N.T. dont le journal a été interdit, quelques militants ont été assassinés.

Les anarchistes, dans un but d'unité, avaient caché l'assassinat de Durutti... Le stalinisme en a depuis assassiné bien d'autres... Bernieri, le second frère d'Ascaso dont le troisième frère vient d'être arrêté.

C'est ce qu'attendait Caballero pour commencer à entrer en scène. Il fut promptement remisé dans la coulisse par Negrin *qui a interdit tout meeting ; Negrin interdit maintenant dans la presse espagnole toute critique du gouvernement russe ; Hitler n'en exige pas tant de la presse étrangère.*

⁂

La décadence de la révolution russe pèse lourdement sur les révolutionnaires que le stalinisme démoralise par le spectacle de ses ravages ainsi que par sa répression sanglante.

Le « front révolutionnaire » *qui devrait se créer, le stalinisme manœuvre de toutes sortes de manières pour empêcher qu'il se crée, MAIS CE CHAOS INFERNAL QUE PROVOQUE LE STALINISME, ANNONCE AUSSI SA FIN.*

La révolution russe a suscité une force révolutionnaire intense. La contre révolution en U.R.S.S. crée dans le monde révolutionnaire une dépression profonde mais, face au capitalisme, aux contradictions qu'il engendre, la lutte de classe se développe, les cadres ouvriers se reformeront contre le capital et contre son agent : le stalinisme.

Dans ces conditions difficiles se trempera l'avant-garde révolutionnaire du Parti.

A propos des espions de Marseille

" L'Humanité " et " le Populaire " font le silence sur les vrais responsables

L'Humanité *et* le Populaire *parlent fort de l'espionnage de Marseille mais se taisent sur ceux qui tiennent les ficelles de cet espionnage.*

Nous avons révélé dans un de nos précédents numéros que Doriot et Trochu organisaient des corps expéditionnaires pour Franco ; que ces corps expéditionnaires avaient été secoués par une crise sérieuse provoquée par l'escroquerie de M. Bonneville de Marsanguy, celui-ci étant revenu en France pour dilapider plusieurs centaines de mille francs reçus de Doriot et de Trochu pour équiper ces corps.

Le Centre d'Espionnage de Bayonne et de Marseille est dirigé et organisé par les mêmes hommes. Que l'on questionne M. le capitaine Perraud...

⁂

Nous avons également révélé qu'une des cliques du gouvernement du Front populaire (côté Etat-Major) avait envoyé à Talavera de la Reina un général (le général Lavergne), pour examiner les problèmes que posent la constitution de cette Bandera française.

Pourquoi ce silence de l'Humanité *et du* Populaire *?*

L'Humanité *avait pourtant reçu ces mêmes informations, mais refusa de les publier. Pourquoi, M. Sampaix ?*

Nous avons publié un des laissez-passer remis aux officiers français se rendant en Espagne. Qu'attend donc la presse qui se prétend ouvrière pour exposer franchement aux travailleurs ce qui se passe à ce sujet ?

Le Gouvernement du Front populaire n'a jamais cessé de jouer sur les deux tableaux et de favoriser sérieusement Franco.

L'agence de Marseille n'est qu'une des formes de cette faveur.

Les ficelles sont tirées au Ministère de la Guerre et à celui des Affaires étrangères.

La trahison Stalinienne de la grève des H.C.R.B.

Les conclusions que nous avons apportées à ce conflit, nous en trouvons la confirmation dans « Le Réveil des Cuisiniers », organe du Syndicat des Cuisiniers de Paris (numéro d'août 1937) où sur plus d'une grande page se trouve exposée comment la direction des H.C.R.B., celle de l'Union des Syndicats de la Seine a torpillé le mouvement. Le Syndicat des Cuisiniers tire une conclusion « syndicaliste », contre la politique. Aux camarades grévistes, nous disons : ce qu'il faut, c'est une politique révolutionnaire, une politique de lutte de classe et non de collaboration.

Voici quelques extraits édifiants du « Réveil des Cuisiniers » :

Quant à l'Union des Syndicats de la Région Parisienne, ceux de ses dirigeants qui s'occupèrent de la grève n'eurent qu'un but, que d'ailleurs Varloteau ne cacha pas devant Belin, secrétaire de la C.G.T. : Le but à atteindre, disait-il en réponse à l'affirmation de Chapelain, représentant de la Fédération, prétendant que ce but était de sauver le décret, le but est de finir la grève ». Cela, le troisième jour du mouvement, alors que celui-ci était en plein développement...

(*Suite page* 2.)

Prenez note

Nous venons d'être expulsés du local que nous occupions depuis près de deux ans. Malgré cette mesure, notre activité ne se trouvera nullement entravée.

En attendant que nous puissions donner une nouvelle adresse, nous tiendrons chaque jour, de 18 à 20 heures, permanence au Café des Deux-Hémisphères, 54, rue du Château-d'Eau.

Nous donnerons ultérieurement une nouvelle adresse. Actuellement, le courrier doit être adressé à : FRANK, Poste Restante, Bureau 114, Boulevard de Strasbourg, Paris (10e)

Le compte de chèques postaux : BRAUSCH, 1773-07, Paris, reste toujours valable jusqu'à ce que nous donnions de nouvelles indications à ce sujet.

Notes Internationales

LA REPRESSION CONTRE LES BOLCHEVIKS-LENINISTES

A Berlin, un bolchevik-léniniste de 24 ans, le camarade Berger, vient d'être condamné à huit ans de prison. Il était sorti peu de temps auparavant d'un camp de concentration et avait aussitôt entrepris, dans l'illégalité, l'action contre le fascisme.

⁂

A Prague, le camarade A. Grylewicz, ayant 30 années d'activité militante, ex-député communiste au Landtag de Prusse, ayant appartenu à la direction du P.C. de Berlin, est maintenu **au secret** sous l'inculpation d'espionnage. L'avocat social-démocrate primitivement choisi s'est récusé, les affaires d'espionnage ne pouvant être défendues que **par des** avocats spécialement affectés à cet effet. La démocratie tchécoslovaque a prévu le cas d'avocats capables de ne pas faire le jeu de ses opérations policières, militaires et diplomatiques.

Nous demandons à tous nos camarades de protester contre l'accusation et la procédure dont est victime le camarade Grylewicz.

⁂

En Autriche, des militants détenus depuis de longs mois (certains de puis dix-huit mois) sont traduits devant la justice de Schussnig. Le camarade Scheuer et les autres inculpés sont accusés d'édition et de diffusion de matériel bolchevik-léniniste. Ce sont des années de prison qui menacent ces camarades.

⁂

Au moment où le stalinisme apporte la plus lourde des contributions à la répression capitaliste contre les bolcheviks-léninistes, un des moyens les plus indispensables pour battre en brèche la contre-révolution stalinienne, c'est de faire connaître dans le prolétariat la répression dont sont frappés les bolcheviks-léninistes et d'agir pour s'opposer à l'action des bourreaux.

AUX ETATS-UNIS

Le parti socialiste américain commence à exclure les « trotskystes ». Nous ne possédons pas encore d'informations précises sur ces exclusions et sur la portée qu'elles auront dans le parti socialiste et dans la classe ouvrière américaine.

L'effroi des dirigeants socialistes devant l'ampleur grandissante de la lutte de classes aux Etats-Unis est certainement une des raisons qui ont dicté leurs mesures d'exclusion. La formation d'un parti de classe aux Etats-Unis est loin d'être achevée ; dans les nombreuses difficultés qu'ont connues et que connaîtront les bolcheviks-léninistes des Etats-Unis, cette exclusion n'est certainement pas l'épreuve la plus difficile.

Lettre d'Espagne

Il faut sauver ceux qui, par centaines et par milliers, sont emprisonnés à Barcelone, dans toute l'Espagne. Le long silence sur les crimes du stalinisme en U.R.S.S. lui a permis de passer à l'œuvre en Espagne. Si on ne le brise pas là-bas, il viendra exercer ses ravages en France où la lutte de classes ne va pas tarder à connaître une acuité à ce jour inconnue. La solidarité prolétarienne qui s'est manifestée autrefois pour Ferrer doit se manifester pour ceux qui, à Barcelone également n'ont commis que le crime d'être des révolutionnaires au service du prolétariat.

Nous avons reçu la correspondance suivante d'un milicien d'une colonne du P.O.U.M. Il n'est besoin d'aucun commentaire pour souligner le raffinement avec lequel les Staliniens opèrent pour briser des révolutionnaires.

« ... J'ai effectué mon service dans la Division Lénine du P.O.U.M. sur le front de Huesca, dans le secteur de Granja. Nous étions dirigés par Rovira. On s'apprêta pour une offensive. Mais nous manquions d'armes pour la faire. Vers la fin de juillet, nous avons reçu du général Pozas l'ordre d'attaquer, ce que nous avons exécuté.

Le premier jour, 40 avions vinrent de Valence pour nous aider à attaquer. Ils lancèrent des bombes aussi sur nous et nous eûmes beaucoup de tués. Néanmoins le « Loma Verte » fut pris par nous. Les fascistes éprouvèrent des pertes importantes.

Le second jour, ils passèrent à la contre-attaque avec une centaine d'avions et de l'artillerie. Notre artillerie et nos avions nous abandonnèrent. L'ennemi nous attaqua fortement. Nous perdîmes la position que nous avions conquise la veille et nous eûmes environ 1.200 morts et 800 blessés. La responsabilité de notre défaite incombe au Gouvernement.

Dans les tranchées se trouvaient des camarades qui n'avaient pas eu de permission depuis six mois ; leur moral était atteint ; on les maintenait à coups de promesses. Sur la base de notre défaite, Valence entreprit envers nous la plus grande des manœuvres. On nous retira du front d'Huesca en nous disant que nous allions en permission, et on nous dirigea du côté du front pyrénéen. Ce fut notre perte. On nous désarma ; nos chefs responsables furent pris et emprisonnés et, dispersés, nous arrivâmes à Barcelone où le P.O.U.M. avait été interdit. Nin était tué ; pas de nouvelles de Gorkin, Rovira et 800 camarades sont emprisonnés ; ces hommes qui ont lutté toute leur vie pour le prolétariat sont d'un coup traités comme « ennemis du peuple ».

UN MILICIEN.

Souscris pour

la commune

Bulletin d'Abonnement à la " Commune "

Nom et prénom .....

Adresse .....

souscrit un Abonnement de { 3 mois ..... 5 fr. / 6 mois ..... 10 fr. / 1 an ..... 20 fr.

et adresse le montant au compte postal Brausch 1773-07, Paris 66, faubourg Saint-Martin

Le Gérant : M. GUILLARD.

Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE » 66, Faubourg-Saint-Martin, Paris (10e)

U. R. S. S. 1937

"Retour à Lénine"

Nous publions la première partie du témoignage, devant la Commission d'enquête sur le procès de Moscou, du camarade Tarov, ouvrier, membre du parti bolchevik depuis 1917, combattant de la guerre civile, oppositionnel depuis 1923, déporté de 1928 à 1930, en isolateur de 1931 à 1934, jusqu'à ce qu'il ait pu s'enfuir d'U.R.S.S. On verra comment le Guépéou a « travaillé » pour obtenir des « aveux », des dénonciations, comment il a acculé des révolutionnaires au suicide.

Et, au moment où le Guépéou finit comme un des outils les plus perfectionnés de la contre-révolution, un de ceux qui y travaillèrent pendant des années, le camarade Ludwig, refuse d'être complice et traître à la cause du prolétariat. De la déclaration qu'il vient de faire, relevons les passages suivants :

« J'ai, derrière moi, seize années de travail illégal ; ce n'est pas peu, mais j'ai cependant encore assez de forces pour tout recommencer. Car il s'agit bien de cela : tout recommencer. Il s'agit de sauver le socialisme ! La lutte a commencé depuis longtemps, je veux en être.

Le bruit fait autour des aviateurs du Pôle doit couvrir les cris des supplicés des caves de Svobodnaja, Minsk, Kiev, Léningrad et Tiflis. Cela ne réussira pas. La parole, la vraie parole est toujours plus puissante que le plus puissant moteur...

Le mouvement ouvrier devra vaincre Staline et le stalinisme s'il ne veut pas, lui et l'Union Soviétique, devenir définitivement la proie de la contre-révolution et du fascisme.

Cet opportunisme le plus néfaste allié à une répression sanglante et à la calomnie, menace de submerger le monde et de détruire ce qui reste du mouvement ouvrier.

Lutte sans merci contre le stalinisme.

Pas de front populaire, mais lutte de classe. Pas de comités mais intervention de la classe ouvrière pour sauver la révolution espagnole, voilà la tâche du moment...

Non, je n'en suis plus. Je reprends ma liberté. **Je retourne à Lénine, à son enseignement et à son œuvre.**

Je veux mettre mes modestes forces au service de son enseignement ; je veux lutter et seule notre victoire — la Révolution prolétarienne — sauvera l'humanité du capitalisme et l'Union Soviétique du stalinisme.

En avant pour la lutte pour le socialisme et la Révolution Prolétarienne ! Pour la création de la IVe Internationale ! »

COMMENT LE GUEPEOU EXTORQUE DES CAPITULATIONS

DEPUIS longtemps, depuis dix ans environ, sous la menace de répressions féroces, on a réussi à obtenir de faux témoignages. Si, actuellement, cela ne se fait que dans les cellules du Guépéou, de 1924 à 1927, cela se pratiquait dans les bureaux des Comités du Parti et des Commissions de contrôle.

En 1927, l'oppositionnel Gouloyan, qui est actuellement au présidium d'un C.C. de république, fut exclu du Parti et écarté de son travail parce que accusé d'un vol de 500 roubles dans la caisse du Comité local dont il était le secrétaire.

Gouloyan fit une déclaration d'abandon de l'opposition, il trahit tous ses camarades ; les dirigeants du Parti annulèrent l'affaire du vol et on le fit avancer, d'abord comme président de Commission de contrôle, ensuite à un poste du C.C. de république.

Par contre, des centaines et des milliers d'oppositionnels que l'on n'a pas été capable de travailler sont morts dans les souffrances, parmi les prisons et les camps de concentration ; leurs femmes et leurs enfants ont été voués à la famine et à la déchéance. Parmi eux, nommons : Krapivsky, Popov, Boltobey, Vanouch, mécanicien ; Tateksian, serrurier ; Gornilov, et des milliers de pères de famille de 3, 4, 5 et plus d'enfants. Chacun assurait seul la nourriture de sa famille. En les arrêtant, l'appareil stalinien a privé leurs enfants et leur femme de tous les droits sociaux.

Il y avait des oppositionnels qui, effrayés d'être arrêtés et torturés, ont voulu quitter l'opposition, la politique en général. Mais l'appareil ne les laissait pas de façon si simple. Il a exigé qu'ils capitulent, qu'ils trahissent les camarades avec lesquels ils avaient été unis dans l'opposition.

Nombreux furent ceux qui agirent ainsi, par exemple : Gouloyan, Radek et d'autres. En revanche, ils ont reçu de l'appareil stalinien de gros profits.

Mais il se trouvait aussi des capitulards qui ne voulaient pas devenir des traîtres. Dans les bureaux du C.C., on les a menacés, s'ils ne trahissaient pas leurs camarades, d'être accusés, devant les masses, de crimes terribles, d'être livrés au Guépéou et d'être fusillés.

En 1927, dans la ville d'Erivan, à la suite de semblables procédés, le capitulard Tonov, rentrant à la maison, se suicida. Il laissa sans ressources une femme avec trois petits enfants et une vieille mère. Ce fait fut prouvé en son temps.

Dans le journal « Karour-deit-Ayostan », en troisième page, fut publié un article du Secrétaire de la Commission de Contrôle, sous le titre : « Il ne voulait pas trahir (l'opposition), il se suicida ». L'article passa à la censure et le numéro fut mis en vente. Recevant le journal, le Secrétaire du C.C. donna l'ordre de cesser la vente de ce numéro et de remplacer l'article par une simple annonce sur le fait du suicide. Mais c'était déjà trop tard : plus de la moitié de ce numéro avait été vendue. Ce fait apporte la lumière sur les suicides d'autres membres importants du Parti : Joffe, Lominadze, Tomsky, Kandjian, etc., etc...

⁂

UN AUTRE EXEMPLE

En août 1928, pendant la nuit, je lisais à la maison. Soudain, la porte s'ouvre et Andrioucha, membre des J.C. apparaît. Il ne me dit pas un mot, jeta par terre tout ce qu'il portait et resta comme pétrifié. Je lui demande : — André, qu'est-il donc arrivé ? » Il ne me répond pas, prend ses affaires et s'en va. Je ne comprenais rien. C'est seulement quelque temps après que j'appris qu'André avait été accompagné par des agents du Guépéou.

Voici ce qui s'était passé : ce jeune communiste était un oppositionnel assez actif ; il rendit beaucoup de services à l'opposition, diffusa sa littérature, etc. Il fut pris par le Guépéou. Après son arrestation, le Guépéou le garda dans de bonnes conditions pendant que d'autres camarades arrêtés étaient dans la famine. On lui proposa d'avouer d'où il recevait du matériel. Grâce à l'illégalité très stricte, les oppositionnels diffusaient leur littérature et leurs documents de façon que même la personne qui diffusait du matériel ne savait rien sur sa provenance ni sur qui le lui avait donné.

Chaque membre de l'opposition ou sympathisant, après avoir reçu de cette façon les documents, avait pour règle de les transmettre à d'autres camarades. La transmission devait se pratiquer de façon que personne, même le destinataire, ne devait savoir d'où ils étaient transmis et par qui. (Par exemple à des ouvriers on en mettait en cachette parmi leurs outils, etc.). L'illégalité fut pratiquée dès après la scission avec les Zinovievistes qui ont livré souvent des oppositionnels dans les mains du Guépéou.

Pour ces raisons, André ne pouvait donc pas dire d'où venait la littérature oppositionnelle trouvée chez lui.

Alors, on l'amena dans une cellule où on l'attacha sur le lit... Et dans la nuit on le transporta dans un autre lieu encore plus effrayant, on le déshabilla, le menaça d'un revolver chargé qu'on lui mit contre le ventre en disant : « Tu recevras toutes les sept balles si tu n'avoues pas ». Le jeune homme ne savait rien ni qui nommer. Le Guépéou lui accorda un délai pour qu'il se « souvienne ». Le jeune camarade se « souvint » de moi, car il savait que j'étais un oppositionnel (il ne savait rien de plus). Et il décida de dire au Guépéou que le matériel, c'était moi qui le lui avais transmis. Mais il ne pouvait se souvenir ni de mon nom, ni de mon adresse. Alors il amena des agents du Guépéou à ma maison.

Les agents du Guépéou ne purent alors se décider à perquisitionner chez moi tout de suite. Ils le firent un mois plus tard, après avoir reçu de Moscou l'ordre d'arrêter et d'expulser tous les oppositionnels. Dans une seule nuit, le Guépéou arrêta plus de 100 opposants dans notre ville, d'après la liste que nous avions nous-mêmes envoyée au C.C. pour soutenir la proposition de notre fraction. Donc, c'est d'après cette liste que les oppositionnels ont été « travaillés » dans les bureaux de la Commission de contrôle ; et celui qui ne céda pas fut arrêté comme un véritable oppositionnel.

COMMENT LE GUEPEOU MONTE DES « AFFAIRES » ET TORTURE LES ACCUSES

D'habitude, on envoie d'en haut une liste de noms des gens à arrêter avec l'ordre : les arrêter, monter telle ou telle affaire, les faire avouer, juger et fusiller ; on donne en même temps au juge d'instruction un projet tout préparé, tout élaboré.

En 1931, dans la nuit du 21 au 22 novembre, le Guépéou procéda à de nombreuses arrestations dans des villes diverses et en déportation. Dans cette même nuit, toute notre colonie déportée à Akmolinsk (Jantiev, Kougaev, Gzigaev, Davtian, Zagoiev, Gasanov, Gotoadze, Tzintsadze, Michel et autres...) fut également arrêtée.

L'enquête commença.

(A suivre.)

la doctrine et l'histoire

Des Bolchevicks-Léninistes

Après l'exclusion de l'opposition du Parti bolchevik et de l'Internationale communiste, va bientôt cesser le cours de droite (1) ; c'est vers une politique ultra-gauchiste que se tourne Staline, ce qui l'amène à frapper sur la droite, contre Boukharine, Rykov et Tomsky. Le VIe Congrès de l'I.C. se tient pendant l'été 1928, Boukharine le dirige apparemment, fait adopter un programme qui entérine la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Mais, pendant qu'il occupe la tribune, un travail de sape est mené contre lui auprès des délégués ; Staline prépare, par de savantes manœuvres dont il a le secret, un tournant à 180°. La manœuvre aboutit en 1929 au Xe Plenum. Manouilsky va remplacer Boukharine.

1928-1929, la prospérité relative du capitalisme atteint son point culminant ; la crise mondiale ne va éclater qu'en fin 1929 avec le krach de la Bourse de New-York.

Mais la bureaucratie stalinienne qui a vu grandir en U.R.S.S., par suite de sa politique de compromissions, dans les campagnes des forces contre-révolutionnaires dangereuses qui menacent de la dépasser, met le cap sur la politique qualifiée par elle de la « troisième période ».

La base de cette politique est la suivante. Le capitalisme d'après-guerre a connu une première période d'assauts révolutionnaires du prolétariat, puis une seconde période de développement. Maintenant, celle-ci est terminée ; la guerre contre l'U.R.S.S. est imminente ; c'est à nouveau l'assaut révolutionnaire qui est à l'ordre du jour. La révolution prolétarienne grandit de partout ; c'est la troisième période, celle de l'assaut final. Pratiquement, en U.R.S.S., cela voulait dire la réalisation du plan quinquennal à toute vapeur, en quatre ans au moins ; la liquidation du koulak en tant que classe ; la collectivisation à 100 % des campagnes ; la réalisation du socialisme en U.R.S.S. (la théorie du socialisme était intangible !)

⁂

Dans les pays capitalistes, la question était présentée ainsi : les masses se radicalisent, elles acceptent le rôle dirigeant du parti communiste, pour des pays comme la France, on est entré « des deux pieds », suivant l'expression de Mototov, dans la révolution, le seul obstacle, c'est la social-démocratie qui évolue chaque jour pour se transformer en social-fascisme ; social-démocratie et fascisme ne sont pas des antipodes mais des jumeaux, affirma Staline ; la social-démocratie est l'ennemi principal sur le corps duquel il faut passer pour pouvoir ensuite s'attaquer au capitalisme ; proposer le front unique à la social-démocratie serait se fasciser soi-même ; il faut appeler les ouvriers à rompre avec les syndicats dirigés par les social-fascistes ; il faut mettre à l'ordre du jour la grève générale et préparer l'insurrection armée.

Cette théorie visait plus particulièrement la France ; mais dans tous les pays, les sections de l'I.C. s'engagèrent sur cette voie politique. Dans chaque pays, les bureaucrates s'évertuèrent à trouver une crise qui n'existait pas encore, à compter des chômeurs que l'on eut été embarrassé de trouver, à donner des chiffres de grèves, à célébrer des luttes violentes, la création de barricades, etc... qui n'existaient que dans les colonnes de la presse stalinienne.

Arbitairement fixées sur le calendrier, des journées de grèves générales mondiales furent décidées. Les aventures succédèrent aux aventures. Les extravagances des bureaucrates furent sans bornes dans cet ultragauchisme, comme il est aujourd'hui illimité chisme, comme il est aujourd'hui illimité dans le chauvinisme. Ainsi, le préfet de police de Berlin, le socialiste Zoergiebel, ayant fait tirer sur les ouvriers de la capitale allemande le 1er mai 1929, et ayant tué ce jour-là de très nombreux travailleurs, le P.C. allemand, par sa politique, loin de détacher de larges couches d'ouvriers du réformisme, trouva le moyen de consolider celui-ci. Tous les ouvriers socialistes furent qualifiés de Zoergiebel qu'il fallait chasser des usines ; aux pionniers communistes, on donna comme directive de « frapper les petits Zoergiebels dans les écoles », c'est-à-dire de frapper des enfants d'ouvriers social-démocrates.

Oui, ce mot d'ordre fut donné par ceux qui, aujourd'hui, braillent tant et plus : unir, unir, unir, et tendent la main à tout le monde calotin et réactionnaire.

Nous verrons dans le prochain article quels furent les résultats de la « troisième période », plus particulièrement en U.R.S.S. et en France, et nous indiquerons également comment les bolcheviks-léninistes luttèrent, quelle plateforme ils défendirent et comment s'opéra une différenciation dans l'I.C. et ses sections.

---

(1) Voir « la Commune » numéros 47, 51, 54 et 62.

LE COIN DU PROLO

Après le C. C. N.

Une longue résolution fut adoptée au C.C.N. qui demandait au gouvernement de prendre certaines revendications en considération. C'était très anodin, signe d'une inquiétude et non une manifestation de force. Le bouillonnement dans de larges couches, la désaffection de beaucoup de syndiqués, les dirigeants de la C.G.T. le savent mieux que quiconque.

Ils ont montré leur peur ; aussitôt Gignoux poussa des cris pour les faire reculer davantage. Et il y réussit. Les dirigeants de la C.G.T. se gardent bien de rassembler les travailleurs, de leur expliquer les décisions prises, de leur demander une action contre les débauchages, contre la vie chère. Ils se bornent à protester de leurs parfaites intentions et ils examinent à la loupe les papiers de M. Gignoux pour y chercher une orientation nouvelle de celui-ci, la volonté de discuter un brin.

Pendant ce temps, l'offensive capitaliste se poursuit ; les réunions se multiplient ; les brimades et les insolences recommencent. Et le chômage, en dépit des statistiques, recommence dans certaines industries comme le Bâtiment.

La C.G.T. ne prépare pas les luttes, sa direction ne saura organiser que la défaite. C'est aux travailleurs à tirer la leçon des escarmouches des dernières semaines. Il faut une bataille générale sur des objectifs larges, comme le contrôle ouvrier ; il faut la préparer par des organisations vraiment démocratiques de la classe, par les Soviets. Car la seule issue réside dans la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

La trahison Stalinienne de la grève des H.C.R.B.

(Suite de la première page)

C'est alors que fut décidé le défilé dans le cortège du 14 juillet, pour prouver à tous qu'il n'y avait pas seulement quelques centaines de grévistes, comme certains le prétendaient.

Mais une question se posait : celle des cafés ouverts le long du cortège.

L'assemblée des délégués de Sections, pour éviter des incidents, proposa à l'Union de faire fermer les cafés employant des jaunes, sur le passage du cortège.

Le lendemain, Varloteau venait au Comité de grève déclarer que l'Union ne pouvait faire cela, et qu'il fallait laisser les cafés ouverts, et éviter les incidents.

Il lui fut répondu que c'était demander l'impossible à des grévistes en plein combat et exaspérés par les brutalités policières.

On ne pouvait prétendre faire défiler dans le calme, devant des jaunes, des grévistes qui jouaient leur pain et leur liberté.

L'Union des Syndicats, dans son désir de ne pas gêner les commerçants, alla jusqu'à parler de **faire protéger les jaunes** par un service d'ordre de métallos et de gars du Bâtiment. On croit rêver en se rappelant une telle attitude !...

Encouragés par la vue du magnifique et imposant défilé des grévistes, nos camarades redoublèrent d'ardeur et de courage dans les débrayages, et le Patronat fut effrayé.

La victoire semblait proche.

C'est alors (le 15 juillet) qu'eut lieu le meeting de la Mutualité, où un magnifique discours de Savoie avait électrisé la salle, mais où Varloteau, délégué de l'Union des Syndicats, détruisit cette impression par une harangue qui ressemblait fort à une provocation.

Varloteau n'y alla pas avec le dos de la cuiller, et **lut** son discours, dans lequel il traitait de vandales, provocateurs, vendus à la police et autres épithètes aimables, les magnifiques lutteurs de la grève. Il s'embarqua ensuite dans des considérations sur la politique extérieure, la guerre d'Espagne, etc... En passant, il insulta les trotskystes et la C.N.T. espagnole, dont on se demande ce qu'ils avaient bien à voir avec la grève des Hôtels.

Les assistants ne comprenaient plus ; et comme Varloteau parla le dernier (intentionnellement), il fut impossible de reprendre la salle, les secrétaires des Cuisiniers et des Plongeurs étant partis en délégation.

Aussi, de ce jour, un flottement se fit sentir dans l'action ; les grévistes se refusant à continuer de se batre pour être ensuite insultés...

Malgré tout, la grève tenait encore. Aussi on fit donner les ténors, et ce fut Henri Raynaud lui-même qui, à Wagram, enterra la grève, avant même de savoir si nous serions reçus par le Gouvernement et les patrons.

Après un discours défaitiste de Jacquet, Raynaud prit la parole. Ce fut pour dire que l'on se battait contre un mur, que la grève était perdue, que l'heure était venue d'ouvrir la porte aux concessions, et autres propos bien propres à achever de détruire un moral que l'on sapait depuis de longs jours.

Dans la salle, des incidents se produisirent.

Dans le taxi

Le conflit est réglé. Mais de quelle manière ? Pour les chauffeurs, une maigre augmentation. Mais pour les Compagnies, une augmentation très appréciable. Tout cela pour ne pas faire du tort au Métro et à la T.C.R.P.

On sera bientôt obligé d'engager véritablement, sérieusement la bataille. Le « Soviet des Chauffeurs » contribuera à la préparer.

Chez les employés de Banque

L'an dernier, les employés de banque ont dû faire tout seuls la « pause » (on n'avait pas encore trouvé le mot, mais la chose existait) pour ne pas faire de tort à M. Auriol-Vincent, ministre des Finances. De quelle utilité cela fut-il pour lui ? Nous l'ignorons et ne nous en préoccupons pas trop, mais ce qui est certain, c'est que ce fut utile pour les banquiers.

Aujourd'hui le Syndicat appose de très grandes affiches... et demande encore les faveurs d'un arbitrage qui peut tout au plus accorder des augmentations insignifiantes.

Les employés de banque veulent agir ; ils doivent s'entendre avec leurs camarades des assurances, avec toutes les catégories d'employés pour préparer l'action. Qu'ils s'inquiètent surtout de bien organiser celle-ci et pas des boniments qu'on leur versera sur l'économie en danger, le pays foutu, etc...

Aux Magasins Réunis

Le Syndicat, les Capocci et les Gazier laissent doucement tomber les lock-outés des Magasins Réunis. A la veille du 15 août, plus de manifestations, un accord devant peut-être intervenir ; et maintenant, de la musique.

Les lock-outés des Magasins Réunis et tous les employés de la Nouveauté tireront la leçon pour l'avenir. Ils prendront en mains leur propre cause, ils ne mèneront pas une lutte aux cris de « respect à la loi », ils lutteront pour le contrôle et la gestion des grands magasins par les employés.

Dans le bâtiment du Nord

Un superarbitre avait rendu sa sentence qui déplut au patronat. Que décida celui-ci ? De prononcer un lock-out si cette sentence devait être appliquée.

Et que firent les réformistes syndicaux ? Ah ! il ne fut pas question de faire marcher les chantiers sans patrons si ceux-ci devaient mettre leur menace à exécution ; on entra en pourparlers avec le patronat.

Certes, un accord est intervenu, le patron a concédé quelque chose, il a obtenu des compensations bien plus importantes. Les travailleurs n'ont aucune garantie de travail pour l'avenir.

L'arbitrage obligatoire, les patrons s'en moquent à l'occasion. Pourquoi les ouvriers l'accepteraient-ils puisque, dans la plupart des cas, il est dirigé contre eux ?

Chez les Coiffeurs

Nous avons dit les résultats minimes de l'arbitrage. Vendredi dernier, assemblée générale à la Grange-aux-Belles. Les Staliniens font arrêter trois de nos camarades qui distribuaient un tract à l'entrée. Ils sabotent ensuite l'intervention d'un jeune camarade qui veut dénoncer, à la tribune, les méfaits de leur politique. Mais le dernier mot est loin d'être dit.

Chez les mineurs de la Moselle

C'est un bel exemple de provocation patronale. Les ouvriers protestent contre l'emploi d'une bascule qui, selon eux, ne fonctionne pas bien. Vérification faite par des techniciens, sous le contrôle des délégués ouvriers, on s'aperçoit que la bascule était effectivement faussée. Conclusion patronale : renvoi des délégués ouvriers. Scandale ? Non, logique de classe.

Allauch

« Rouge Midi » du 27 juillet, dans sa chronique d'Allauch, se vante d'une « petite leçon » donnée aux trotskystes, il s'agit des coups de couteau dont nous avons parlé dans un numéro précédent, et raconte à sa façon le meeting de protestation tenu par nous à la suite.

Immédiatement après, « Rouge-Midi » raconte comment les staliniens ont apporté une contradiction aussi courtoise que possible aux dorgéristes.

Les travailleurs d'Allauch ont deux exemples qui montrent clairement ce qu'est devenu l'ex-parti communiste.

Services hospitaliers

Le fasciste Mourrier, le directeur de l'Assistance publique, « épuré » par Blum, sévit toujours sous Chautemps.

Un camarade, ancien Jeune Communiste, condamné en 1929 pour diffusion d'un numéro interdit de l' « Avant-Garde » et amnistié depuis, travaillait, il y a encore quelques jours, à l'hôpital Broussais.

Il vient d'être jeté à la porte sans aucun préavis et sans conseil de discipline du fait de cette condamnation. Le syndicat adresse ce camarade à un avocat de la Fédération qui ,sous prétexte qu'il est trop jeune syndiqué **aux fonctionnaires,** lui demande 100 fr. d'honoraires et lui laisse peu d'espoir quant à sa réintégration.

Sans commentaires !

Metz

Un travailleur allemand, P. Warmbier, voulant se rendre comme volontaire en Espagne, a été arrêté et condamné par un tribunal lorrain à huit jours de prison. **Plus encore, le Gouvernement de Front populaire le refoulera en Allemagne, c'est-à-dire le livrera aux bourreaux hitlériens.**

Tout par le Front populaire...

Lille

La municipalité S.F.I.O. a laissé La Rocque parader à Lille, à l'occasion de l'enterrement du P.S.F. Lafrance. Elle a même invité la population à « s'asocier » à la douleur de la famille !

Un élu stalinien de Vitry au travail

Un camarade du P.C., employé à la régie de Vitry, fut agresssé en décembre 1936 par un receveur fasciste de la T.C.R.P. et eut 15 jours d'arrêt de travail. Il essaya d'obtenir satisfaction par l'intermédiaire de la Commission des transports de la Municipalité, puis en voulant porter plainte. Chaque fois, il fut rembarré, on l'oblige à la boucler, tout cela parce que l'élu qui s'occupe des transports, Régent, est en même temps employé à la T.C.R.P. et ne veut pas avoir d'histoire avec cette Société.

Si ça se passait dans une municipalité qui ne fut pas stalinienne...

Aux Abattoirs

Comme ceux des H.C.R.B., les gars des Abattoirs ont été abandonnés. Leur grève a été torpillée. Les dirigeants syndicaux signent un accord que les patrons piétinent aussitôt en licenciant plusieurs centaines de travailleurs. Pour poursuivre la lutte, dirigez-la vous-mêmes, camarades des Abattoirs.

A Anzin, chez les Mineurs.

Tandis que les bureaucrates syndicaux envisagent « le problème du charbon pour l'économie française », c'est-à-dire comment faire faire des heures supplémentaires aux mineurs, ceux-ci, à Anzin, se sont solidarisés avec un travailleur polonais qui n'a pas voulu se laisser chronométrer.

La grève d'Anzin est un signe avant-coureur. Les mineurs ne suivront pas leurs bonzes syndicaux dans les capitulations, ils lutteront. Qu'ils s'organisent dès maintenant en Conseils de mines, pour ne pas être mis en mouvement par une provocation patronale, mais à l'heure choisie par eux, avec les moyens déterminés par eux.

Chez les Travailleurs agricoles.

De grandes grèves ont eu lieu dans l'Aisne. Les fascistes des campagnes, les dorgéristes, sont bien plus arrogants que leurs confrères des villes. Les travailleurs agricoles résistent à l'assaut de la réaction, mais le Front populaire les trahit ; la solidarité ouvrière n'est pas stimulée ; les hauts fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture cherchent à briser les luttes paysannes.

Créer des Conseils paysans par communes, les rassembler en Etats généraux de la paysannerie, les lier aux luttes des travailleurs des villes, voilà comment on parviendra à battre le gros capitalisme agraire, comment le socialisme gagnera les campagnes.

Vie du Parti Communiste Internationaliste

Le peu de place dont nous disposons ne nous permet pas de donner un compte rendu de l'activité du Parti et de la préparation de son Congrès. Le Bulletin intérieur traite de ces questions.

Notre prochain Bulletin intérieur paraîtra le 23 et sera en possession des groupes la semaine prochaine. Il donnera la fin du rapport sur la question russe et par un procès-verbal de discussion du C.C., l'axe des discussions politiques du Congrès.

De nombreux camarades ont répondu au questionnaire sur le Congrès. Nous insistons pour que les retardataires le fassent d'urgence.

AVIS AUX CAMARADES DE PROVINCE

Le nouveau numéro du « **Soviet des P.T.T.** » est paru. Demandez-nous les quantités qui vous sont nécessaires.

Un numéro du « **Soviet des Employés** » est actuellement à l'impression et sortira en même temps que le présent journal.

« **Le Soviet des Chauffeurs** » est également paru.

Quelle quantité vous faut-il ?

⁂

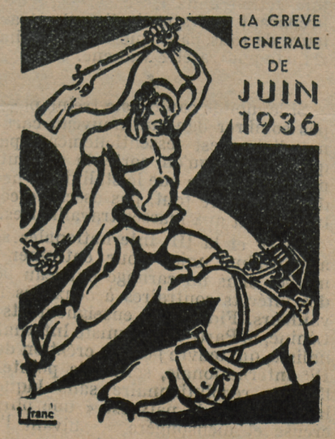
LA COMMUNE ne cessera pas de paraître. un effort conséquent est fait dans ce sens. Envoyez chaque semaine vos communications de province.

⁂

L'administration de « LA COMMUNE » insiste auprès de tous les Camarades pour qu'ils lui fassent parvenir des noms et adresses de possibles à qui elle enverra des vieux numéros du journal à titre de propagande et afin de solliciter des abonnements.

NOTE DE LA REDACTION

La parution sur deux pages qui sera maintenue jusqu'au Congrès du Parti, qui décidera sur la presse du P.C.I., nous contraint à ne traiter que quelques questions et à résumer les notes de nos correspondants. Nous demandons à ceux-ci d'en tenir compte en nous adressant à temps leurs papiers.

P. FRANK

FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES?